

## LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE, 1921-1945

JOSÉ GOTOVITCH ET RUDI VAN DOORSLAER\*

INTERNATIONALISTE PAR ESSENCE, LE COMMUNISME A ENTRETENU DE CURIEUX RAPPORTS D'AMOUR-HAINE AVEC LE NATIONALISME. EN BELGIQUE ET TOUT PARTICULIÈREMENT EN FLANDRE, LE COMMUNISME A CEPENDANT DES RACINES INSCRITES DANS UN CERTAIN RADICALISME NATIONALITAIRE. LA DOUBLE COMPOSANTE BELGE A PESÉ SUR TOUTE L'HISTOIRE DU PCB, DONT LA FORCE PRINCIPALE EST POURTANT NETTEMENT 'BELGICISTE' EU ÉGARD À SON ORIGINE SOCIAL-DÉMOCRATE. SELON LES ALÉAS DE SA LIGNE, L'INTERNATIONALE COMMUNISTE INTERVINT AVEC VIGUEUR EN FAVEUR DE LA PRISE EN COMPTE DES ASPIRATIONS NATIONALES FLAMANDES POUR S'EN DÉSINTÉRESSER AUSSI VITE. AINSI, LA 'QUESTION NATIONALE', ABORDÉE ICI NOTAMMENT SUR BASE DE SOURCES RUSSES JUSQU'IL Y A PEU INACCESSIBLES, CONSTITUE UN PARAMÈTRE INTÉRESSANT DANS L'HISTOIRE DES FLUCTUATIONS DU COMINTERN COMME DU PCB.

Le 4 septembre 1921, les deux organisations communistes actives en Belgique fusionnent, donnant naissance au Parti communiste belge/*Belgische Kommunistische Partij* (PCB/KPB). L'extrême gauche belge a déjà un long passé derrière elle et l'idéologie de ces premiers groupes est très éclatée même si une série de sources d'inspiration commune peuvent être relevées.

La Première Guerre mondiale a constitué un choc sur le plan sociétal, culturel et social. Au sein du mouvement ouvrier, elle a indubitablement fait se lever un vent de contestation par rapport aux idées et aux structures anciennes. La faillite de l'internationalisme prolétarien, surtout, a été perçue comme inacceptable par de nombreux militants, jeunes pour l'essentiel. Le soutien des instances dirigeantes du Parti ouvrier belge (POB) à l'effort de guerre de la Belgique - la fameuse union sacrée avec la bourgeoisie -, la boucherie sur le front mais également la misère dans les territoires occupés et derrière les lignes, sont autant d'événements qui ont fait naître une génération de jeunes révolutionnaires.

Le temps des certitudes d'avant 1914 est révolu; une époque de grands changements semble s'ouvrir. Cet esprit révolutionnaire s'exprime en toutes choses, tant en politique que dans les arts et la culture. Il est frappant de constater que la question nationale est explicitement présente dans ce mouvement de contestation émanant de jeunes issus de la gauche et cela tant au cours qu'au lendemain de la Grande Guerre. Le réflexe national (flamand) peut effectivement être perçu comme l'une des sources indirectes du communisme, du moins en Flandre. A la même époque pourtant, l'autre courant radical prévalant au XX<sup>e</sup> siècle s'enracine dans des milieux flamingants apparemment similaires. En effet, du rejet du matérialisme et de l'aspiration idéaliste et épique à une société nouvelle, nés sur les décombres de la Première Guerre mondiale, certains extrairont la substance idéologique propice au développement du fascisme à l'aube des années 30. La révolution d'octobre 1917 est une seconde source d'inspiration des premiers

groupes communistes. Un parti ouvrier y a non seulement mis fin à la guerre mais y a également conquis le pouvoir. En Allemagne, avec la révolte des Spartakistes et en Hongrie avec Bela Kun, des révolutions radicales semblent en marche. En mars 1919, le *Comintern*, l'Internationale communiste, voit le jour afin de tirer profit de ce mouvement révolutionnaire mondial. Moscou devient ainsi le centre d'un nouvel internationalisme, dirigé de manière autoritaire. Les conséquences d'une telle situation sont lourdes pour les partis communistes, notamment en ce qui concerne la dimension nationale de leur activité politique.

### ***I. Origines et création du PCB***

Les premiers noyaux d'opposition à la participation du POB à l'effort de guerre voient le jour en Flandre. Ils dénoncent la collaboration de classe des dirigeants socialistes mais peut-être plus encore leur politique de guerre, nationaliste belge et anti-flamande. L'internationalisme et le pacifisme deviennent le credo de ces courants. Cette tendance se manifeste de la façon la plus explicite à Anvers, parmi les jeunes de la *Socialistische Jonge Wacht* (SJW). C'est dans ce milieu que la *Vlaamse Sociaaldemokratische Arbeidersgemeenschap* (VSAG) voit le jour début 1917. Son président, Jef Van Extergem, devient rédacteur en chef du journal militant *De Socialistische Vlaming*. Il s'exprime sans ambages en faveur d'une politique activiste et pour la reconnaissance du *Raad van Vlaanderen*. A Gand également, on assiste à l'émergence d'une opposition organisée contre la direction du POB au départ d'un groupe pacifiste, le *Vredesgroep van de BWP* qui gravite autour de la revue *De Roode Jeugd*. Il est lui aussi principalement issu de la SJW. Mais contrairement au groupe de Van Extergem, l'aspiration au rétablissement de la solidarité ouvrière internationale ne débouche pas, dans le chef du groupe pacifiste gantois, sur un activisme socialiste. *De Rode Jeugd* considère le *Raad van Vlaanderen* comme l'expression de la bourgeoisie gantoise et se prononce en faveur du maintien de l'unité de la Belgique.

Ces divers points de vue concernant les possibilités de coopération avec les groupes et partis nationalistes 'bourgeois' préexistent dès lors à la création du PCB. Durant tout l'entre-deux-guerres, ils serviront de fil conducteur à la politique communiste relative à la question flamande.

Au lendemain de la guerre, une série de regroupements ont lieu parmi ces petits noyaux de la gauche radicale. Une Ligue des Communistes (*Kommunisten Bond*) est créée en Flandre; on y retrouve pour l'essentiel des Gantois et des Anversois. Le journal *De Internationale* devient leur organe. Il défend la Révolution d'Octobre et la Troisième Internationale (*Comintern*). Il est explicitement anti-parlementaire. La préoccupation flamande exprimée au cours de la Première Guerre mondiale y trouve un écho puisque *De Internationale* estime que seule une république socialiste de Flandre et une république socialiste de Wallonie peuvent mettre fin à l'oppression nationale.

# OPROEP

1928

ARBEIDERS EN VLAAMSCHE NATIONALISTEN!  
ARBEIDSTERS, VLAAMSCHE VROUWEN EN MEISJES!  
ARBEIDERS! FLAMINGEN!

Op 18 Juni verlaat **HEP VAN EXTERGEM** de gevangenis der Regiering.  
Na vijf jaren in drie Belgische kerken te hebben gezeten onder bij zijn kanten, en na een  
overstapeling naar heeft welke vijf jaren, heeft hij onder een loof.

**ARBEIDERS! FLAMINGEN!**

Als ook een van hem verzoeken heeft om onmiddellijk op te treden en gelukkig te weten van  
dat vijf jaren der Vonderveldt hem heeft voorgedrukt gekennende zijn revolutionaire levenswijzen.  
Een vijf jaren, het meer onrechtvaardig was met een maal, vooral naar de arbeiders en Vlaamse  
nationalisten zijn en die ook door geliefde van het revolutionaire proletariaat, het oppt van van het kamp.

**ARBEIDERS! FLAMINGEN!**

Daarom **WEL**, onrechtvaardig wijzen. Daarom wijzen! Ook het **Rechtsveldt** een zeer vreesde Vlaam-  
nationalisten. Het was naar naar van Vlaanderen met die van. We zeggen niet denken dat het is die  
menselijke zandig geluk!

**ARBEIDERS! FLAMINGEN!**

Als ook een beloven van een verdrinking te verdragen, dan dat die het Van Extergem zelf  
kennet. Als ook, als zijn strijd met de gevangenis, heten was, te naar het revolutionaire proletariaat  
en het revolutionaire Vlaanderen en te laten is. Het is een plecht een daarbij behulpzaam te zijn!

Het Van Extergem zal hij zijn overtuiging van eenen door in Vlaanderen en Wallonië,  
en ook in het buitenland. Hij zal optreden voor onrechtvaardigheid onrecht naar Borms, en al de  
andere Vlaamse politieke verdrinkingen, die men te belijven kan. Van Extergem zal optreden  
voor het **Vlaanderen** der werende arbeiders in die land, tegen de **Troes** in Polen en in de **Belgie**.  
Heren en tegen de **Troes** van **Prussien** en **Frankrijk**. In die naam, Van Extergem zal het verdrinking  
regime der kapitalistische verdrinkingen weeligen op internationaal gebied.

Het is en zal zijn, de werking en de onrechtvaardig van het revolutionaire proletariaat, de beloven  
van de Vlaamse revolutionaire beloven, de arbeiders van het menselijke beloven dat men  
vrijheid kregen men!

**ARBEIDERS! FLAMINGEN!**

Wij zeggen u op een op **Zondag 21 Juni** onrechtvaardig te **Antwerpen**, **Jef Van Extergem**  
te komen beloven!

Daarom verdragen en onrecht, al die men het beloven staat van die strijd die wil voor onrecht-  
vaardig onrechtvaardig beloven, het is in de naam plecht en u die wij beloven!

Als een onrechtvaardig naar deze oproep van **GRUPELIJKEN STRIJD**. Komende dring hij naar zijn  
beloven verdragen, het geving het ook hij, het is en niet minder een.

**ARBEIDERS! FLAMINGEN!**

Als al het woord moeten kregen en de onrechtvaardig, zullen de verdrinkingen onrechtvaardig. Het komt  
en op een een met de verdrinkingen te weten! In die beloven zijn plecht en vooral niet, gelukkig!

**LIVE HEP VAN EXTERGEM!**

**LIVE HET VRIJE VLAANDEREN!**

Voor het Van Extergem-Komende te worden:  
**HET DE VRIJHEID**  
België-Prussien-Verdragen.

Als geliefde dringende door op postbodebeloven **Post** **Dinant**, **Verdragen**, **N. 1179 (7)**.

VERDRAGEN N. 1179 (7) 1179 (7) 1179 (7)

- Jef Van Extergem, activiste condamné et ami de Borms, symbolisait dans les années vingt la symbiose entre un certain nationalisme flamand et le communisme. (Document CARCOB, Bruxelles)

Parallèlement à ces associations explicitement politiques, s'expriment aussi dans ce climat troublé culturellement et intellectuellement de l'après-guerre, divers groupes et revues culturelles. Ils ont en commun le rejet des horreurs de la guerre et de la déperdition morale ainsi que la volonté de changer la société. Dans des revues littéraires d'avant-garde telles *Ter Waarheid*, *Ruimte* et *Het Overzicht*, on trouve un mélange d'expressionnisme littéraire, de sympathie pour l'activisme et de flamingantisme. Nombre de sympathisants et de lecteurs de ces revues sont, sur le plan politique, proches de l'activisme mais la plupart se retrouvent sans doute dans la mouvance de différents '-ismes' (frontisme, flamingantisme, pacifisme, communisme). L'activiste socialiste Jef Van Extergem fuit en Allemagne où il rallie les Spartakistes de Liebknecht et de Luxemburg. De même, Paul Van Ostaijen, le plus grand poète expressionniste flamand, gagne l'Allemagne pour échapper à la répression de l'Etat belge et passe de l'activisme au communisme. En juillet 1920, au cours d'une manifestation du *Vlaams Front*, un étudiant de 19 ans, Herman Van den Reeth, est abattu par un policier. Membre de Clarté, il était aussi le secrétaire flamand de l'Association antimilitariste internationale. Après sa mort, frontistes et communistes se disputèrent l'adhésion du 'martyr' Van den Reeth.

Le mouvement Clarté reflète bien cet embrouillamini idéologique, même si, parmi ses membres flamands, la sympathie pour l'Union soviétique joue indubitablement un rôle important. Mouvement opposé à la guerre, Clarté a essaimé durant le conflit à partir de la Suisse et de l'écrivain Romain Rolland pour se développer après les hostilités parmi la gauche intellectuelle d'Europe occidentale. En 1920, les groupes flamands de Clarté sont dissous et nombre de leurs membres rallient la *Kommunisten Bond*. L'organe de Clarté, *De Nieuwe Wereldorde*, fusionne avec *De Internationale*.

Ce sont tous ces groupes, comme parfois aussi des individus issus de ces groupes, que l'on retrouve en 1920-1921 lors des mouvements successifs de fusion qui déboucheront sur la création du PCB. Après qu'une partie des membres de Clarté se soient ralliés à la *Kommunisten Bond*, les Flamands décident, le 25 décembre 1920, de fusionner avec le Parti communiste belge, Section de la 3<sup>e</sup> Internationale (PCB) dirigé par War Van Overstraeten, un artiste peintre fortement influencé par l'idéologie anarchiste.

C'est aussi dans la foulée de la Jeune Garde socialiste (JGS), cette fois de Bruxelles, qu'était né, peu avant l'armistice et autour de War Van Overstraeten, un groupe de la gauche radicale. Ce groupe se dissocie du POB en 1919. Avec quelques noyaux wallons, il constitue, un an plus tard, le Parti communiste belge. Parmi les communistes bruxellois, la sympathie pour la cause flamande est déjà nettement moins marquée. En août 1920, *L'Ouvrier communiste*, l'organe du PCB, publie un éditorial attaquant violemment les communistes flamingants. Cette vision des premiers groupes communistes de Flandre est aussi transmise à l'Internationale communiste par le PCB de Van Overstraeten.

Les Amis de l'Exploité, le dernier groupe constitutif du PCB, est aussi le plus important. Il est dirigé par Joseph Jacquemotte, secrétaire de la centrale des employés bruxellois. La sensibilité à la question flamande y est totalement absente. Les Amis sont principalement, si pas exclusivement, implantés à Bruxelles et en Wallonie. Leur revendication en faveur d'une solution fédérale en Belgique est, bien moins que chez les Flamands, sous-tendue par un enjeu émotionnel. Jacquemotte hérite du belgicisme implicite, bien que souvent sous-jacent, du POB d'avant-guerre dans lequel il a fait ses classes. Le POB d'avant 1914 n'est effectivement jamais parvenu à percevoir le combat flamand comme un mouvement de libération. A la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la question avait tellement divisé le parti que le problème des nationalités était devenu une 'question libre'. Un groupe flamand, minoritaire, se trouvait face à un groupe, dominant, de socialistes wallons et bruxellois. Dans la défense d'une suprématie culturelle de la langue française souvent teintée de chauvinisme, nombre d'entre eux étaient très éloignés de l'internationalisme prolétarien.

A la différence des communistes flamands et du groupe développé autour de Van Overstraeten, Les Amis de l'Exploité restent, en tant que fraction d'opposition, au sein du POB jusqu'au 21 mai 1921. Sous l'impulsion du *Comintern*, un congrès de fusion réunit l'ensemble de ces groupes communistes les 3 et 4 septembre 1921. Entre le 'vieux' parti de Van Overstraeten et le 'nouveau' de Jacquemotte, la question centrale réside dans la participation éventuelle des communistes aux élections et au travail parlementaire.

Dès la création du parti en 1921, l'engagement flamand des pionniers communistes de Flandre disparaît. Le radicalisme politique et social, la volonté de changement révolutionnaire de la société, l'internationalisme de principe et le rejet de tout nationalisme ne laissent que peu de place au soutien d'un mouvement combattant sur le plan des droits civils en faveur de l'égalité entre Flamands et Francophones. Mais il est également une autre donnée qui joue un rôle important en ce domaine. Le 'vieux' parti représente, lors du congrès de fusion, quelque 200 membres, le 'nouveau', 700. Ces chiffres révèlent, tout comme au sein du mouvement ouvrier socialiste d'avant-guerre, l'importance de la domination francophone dans le mouvement communiste. Il n'est donc pas surprenant que la suprématie culturelle francophone se perpétue auprès de nombreux membres du PCB.

Il n'y a donc pas d'union entre le mouvement flamand et le communisme au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans les années 1920-1921, tant le *Frontpartij* que les communistes se structurent. Lorsque des choix doivent être faits, seuls quelques-uns optent, en Flandre, pour la voie communiste. Le communisme tout comme le nationalisme impliquent, et peut-être en premier ressort, un engagement émotionnel. Il n'est pas possible de professer conjointement les deux '-ismes'. Les interventions du PCB dans la question flamande au cours des années vingt, trente et quarante contiennent des prises de position politiques mais le degré d'implication qui avait prévalu durant et immédiatement après la Première Guerre mondiale n'est plus qu'un souvenir.

## **II. Les années vingt**

Durant les années vingt, la question flamande n'est nullement à l'avant-plan de l'agenda politique du PCB et il en demeurera ainsi jusqu'à la scission avec les trotskistes en 1928. Seul le troisième congrès du parti, en 1925, porte quelque attention au mouvement nationaliste en Flandre. Le PC soutient le mouvement flamand dans ses aspirations en vue de la scission administrative et de l'autonomie culturelle. A l'occasion de chaque action concrète, le parti doit néanmoins défendre son point de vue prolétarien. Les communistes s'investissent cependant, principalement par la voie du Secours rouge international, leur organisation de lutte, en faveur d'actions pour l'amnistie d'activistes condamnés. Le président du parti, War Van Overstraeten, prend la parole aux côtés de flamingants lors de divers meetings en faveur de l'amnistie.

Mais le PCB est un tout petit parti ne comptant, à cette époque, qu'environ 500 membres. Lors de l'unification, en 1921, il en totalisait pourtant à peu près 1000. C'est que la bolchévisation requiert à partir de 1924 une très grande attention, entraînant aussi la perte de nombreux membres. Les activités étant de ce fait orientées vers les entreprises, le temps et l'énergie disponibles pour des interventions sur le plan politique, notamment en rapport avec la question nationale, sont limités. A partir de 1926, la controverse entre Staline et Trotski déchire le PCB. En mars 1928, alors que la scission est totale, il ne reste qu'une poignée de militants.

Le même mois, la direction du *Comintern* à Moscou accorde un important soutien politique au PCB. Au cours d'une réunion du Secrétariat latin élargi du *Comintern*, tenue à Moscou en octobre 1928, Joseph Jacquemotte déclare que la question flamande est un "problème politique très urgent". Une certaine agitation en la matière se développe à peine un mois plus tard, lors d'une élection partielle. Le PCB demande à l'ancien activiste Jef Van Extergem, alors à Moscou pour un peu plus d'une semaine à l'invitation du Secours rouge, de revenir à Anvers. Le parti décide donc de présenter un candidat en faveur de l'amnistie et espère apparemment de cette façon renouer avec ses racines flamingantes d'avant 1921. L'événement ne passe pas inaperçu tant au sein du parti qu'à Moscou.

Après sa libération en juin 1928, Van Extergem entretient des contacts tant avec l'opposition trotskiste qu'avec les communistes. Il accepte d'être candidat lors de l'élection partielle mais ne deviendra membre du PC que le jour des élections. La direction du parti est très partagée quant à la désignation de Van Extergem comme tête de liste. La référence au danger trotskiste fait taire les récriminations qui s'élèvent dans ses rangs. Lorsqu'il apparaît in extremis que le *Frontpartij* dépose également une liste et appuie Borms - toujours incarcéré - en tant que candidat en faveur de l'amnistie, Van Extergem décide, en accord avec la direction du parti, de retirer sa candidature.

Le PC en appelle à voter pour Borms et Van Extergem mène une intense campagne en faveur de son ami emprisonné. Le parti propose au *Frontpartij* de constituer un front unique pour autant qu'il puisse défendre ses points de vue relatifs au socialisme comme solution à la question nationale et au rôle joué par l'Union soviétique en la matière. Le *Frontpartij*, fidèle à son principe neutraliste, décline l'offre. Certains membres du Bureau politique du PC font également entendre des voix discordantes. Ils sont d'avis que les trotskistes ont suivi la "ligne léniniste correcte" en estimant que lorsqu'un candidat communiste se présente, il doit être maintenu. Borms obtient finalement 83.000 voix contre 44.000 pour le candidat libéral. Son élection sera invalidée par la Chambre. Van Extergem, dont le nom figurait toujours officiellement sur les listes, obtient pour sa part 2.615 voix contre 3.083 pour le candidat trotskiste.

Pour la première fois depuis sa création, le PCB a tenté, par l'entremise d'un large mouvement de sympathie en faveur des activistes condamnés, de conquérir une place au sein du mouvement flamand. On peut même affirmer que c'est la première fois que le parti intervient réellement dans le débat politique. Mais son influence demeure bien trop restreinte pour peser d'un poids quelconque sur les événements.

Sur ces entrefaites, le vent a tourné à Moscou et le PCB est explicitement réprimandé pour s'être lancé dans cette aventure politique. A l'automne 1928, le sixième Congrès du *Comintern* impose aux partis une ligne révolutionnaire basée sur la croyance en un effondrement imminent du capitalisme. La politique de 'classe contre classe' implique à tous les niveaux de l'intervention communiste une fuite en avant radicale ce qui, malgré la crise économique, isole encore un peu plus les partis communistes de la réalité sociétale. Les socialistes sont qualifiés de 'social-fascistes' et toute revendication, si minime soit-elle, en matière de question nationale est désormais rejetée comme étant bourgeoise et réformiste. La proposition de front unitaire avec le *Frontpartij* est condamnée et le mot d'ordre "pour le droit à l'autodétermination de la Flandre jusqu'à l'éclatement de la Belgique" doit désormais être inséparablement lié au mot d'ordre "pour la république des ouvriers et des paysans de Flandre, pour la république des ouvriers et des paysans de Wallonie".

Le 1er mai 1930, un peu plus de 200 personnes participent au défilé du parti derrière le slogan "Vivent les républiques des ouvriers et des paysans de Flandre et de Wallonie". Le PCB est devenu un petit club sectaire.

### ***III. Les années trente***

En 1930, la crise économique est aussi perceptible dans toute son intensité en Belgique. De nombreux communistes sont convaincus que les analyses de l'Internationale en matière d'effondrement imminent du système capitaliste sont sur le point d'être

corroborées par l'évolution économique. La ligne révolutionnaire est maintenue; les socialistes restent les mystificateurs du prolétariat, en quelque sorte les principaux ennemis; toute adaptation structurelle est rejetée comme étant 'réformiste'. Malgré l'importance du chômage, cette approche n'est pas synonyme d'un décollage du PCB. A l'été 1932, le parti compte un peu plus de 1000 membres soit à peu près autant qu'en 1928, avant la scission de l'opposition trotskiste. A la même époque, une grève spontanée éclate dans le Borinage; les communistes y jouent un rôle significatif, une première en un peu plus de dix ans d'existence. Cela leur apporte pas mal de membres, mais ceux-ci sont inégalement répartis entre les régions. En 1934 cependant, le nombre de membres est de nouveau retombé à 2000.

A propos de la question nationale, le parti continue à suivre une ligne extrême même s'il a abandonné la position selon laquelle tout changement est reporté au lendemain du Grand soir. En 1933, cette problématique prend une nouvelle et importante dimension : Hitler et le NSDAP arrivent au pouvoir en Allemagne tandis qu'en Belgique est créé le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV). Le mouvement flamand prend une autre orientation, celle de l'extrême droite, ce qui ne peut laisser les communistes indifférents. Moscou demande à ses partisans en Belgique d'accorder plus d'attention à la Flandre et en particulier à l'oppression nationale de la population flamande. Le PCB compte au maximum quelques centaines de membres en Flandre, son programme politique y demeure dès lors à l'état de chimères théoriques. Au milieu des années trente, la situation paraît toutefois se modifier. La menace de l'extrême droite donne un nouvel élan politique à la gauche qui avait été lourdement touchée et désorientée par la crise économique. Pour les mêmes motifs, des changements se préparent en Union soviétique, ce qui influence l'attitude du mouvement communiste international dans la problématique nationale.

La 'résolution belge' envoyée à Bruxelles en mars 1935 par le secrétariat de l'Internationale communiste, reprend une série de vieux thèmes - comme le séparatisme - mais on y trouve aussi, pour la première fois depuis 1928, des éléments neufs. Le parti doit élaborer une série d'objectifs concrets sur le plan national et rechercher "un front unitaire de tous les éléments anti-impérialistes et antifascistes en Flandre". Au cours de cette période, le PCB fait de notables progrès et tout porte à croire que le parti, dans la foulée du PCF en France, va pouvoir jouer un rôle de premier plan dans la politique belge. Fin 1936, le parti compte 8500 membres, soit quatre fois plus qu'en 1934. Lors des élections législatives de 1936, il passe de 2,8 % à 6 % mais la différence entre arrondissements wallons (9,4 %) et flamands (2,3 %) demeure très nette.

Dans le contexte belge, à l'instigation de la politique de front populaire, la recherche "de formes nationales de lutte des classes prolétarienne" se traduit concrètement par un nouveau discours sur la question des nationalités et par une adaptation structurelle du parti. En novembre 1936, au cours du sixième Congrès du PCB, le secrétaire du parti, Georges Van den Boom, présente un rapport dans lequel les communistes se prononcent en faveur de l'autonomie flamande mais contre le séparatisme. A leurs yeux, il n'y a donc pas de nation belge mais seulement une nation flamande et une nation wallonne au sein d'un Etat belge. Dans la ligne insufflée par Dimitrov, le soutien par les communistes des revendications flamandes 'légitimes' constitue un élément de la lutte idéologique contre le fascisme du VNV.

Dans le droit fil de cette nouvelle vision, il est décidé de créer un *Vlaamse Kommunistische Partij (VKP)*. Il n'est cependant pas question d'une véritable structure fédérale au sein du Parti communiste. La direction du VKP exerce ses activités "sous le contrôle du Comité-central du PCB". Le VKP tient son congrès fondateur à Gand, en janvier 1937. Ce n'est pas Jef Van Extergem mais bien Georges Van den Boom qui est consacré en tant que leader incontesté des communistes flamands. Selon Bereï, le délégué du *Comintern*, le choix s'est porté sur Van den Boom du fait de ses convictions "inébranlables", et cela malgré son "schématisme" et son "manque de popularité dans le parti". Van Extergem en revanche, toujours selon Bereï, est populaire au sein du parti et constitue un bon orateur mais "il n'est pas parvenu à adopter un point de vue définitif dans la question nationale". On se méfie de Van Extergem du fait de son engagement flamand.

Dans son rapport introductif, Van den Boom plaide en faveur d'une Belgique fédérale au sein de laquelle la Flandre et la Wallonie pourraient élire leur propre parlement et désigner leur propre gouvernement. L'enseignement, la culture et l'économie seraient de la compétence des régions tandis que la politique étrangère et la défense nationale resteraient fédérales. Le gouvernement fédéral serait composé paritairement de Flamands et de Wallons. Il demande également la fixation de la frontière linguistique et le bilinguisme de la région bruxelloise. Van den Boom appelle les socialistes, les démocrates-chrétiens et les libéraux flamands ainsi que les nationalistes flamands 'démocrates' à former un front populaire flamand. Le vocabulaire utilisé dans son discours est particulièrement significatif, par exemple lorsqu'il affirme :

“Nous ne sommes pas étrangers au peuple, tout ce qui constitue notre peuple vit en nous”<sup>1</sup>.

Dans son rapport à Dimitrov, Bereï, le délégué du Comintern, indique avoir pris part à la préparation de la fondation du VKP. Il a en particulier “critiqué la tendance des responsables flamands de concentrer plus nettement les activités de la nouvelle formation à la lutte contre l’Etat belge qu’à la lutte contre le fascisme”. C’est pour cette raison que les deux autres secrétaires du PCB, Relecom et Lahaut, font bloc contre Van den Boom lorsqu’il apparaît comme trop ‘nationaliste’. Néanmoins, à partir de ce moment, non seulement les communistes flamands modifient leur vocabulaire mais le drapeau flamand prend place aux côtés du drapeau rouge, le *Vlaamse Leeuw* est chanté après l’Internationale et des manifestations sont organisées le 11 juillet. Plus encore que lors du congrès fondateur du VKP, le discours de Van den Boom, lors de ce premier rassemblement national (*landdag*), regorge de références à la lutte d’émancipation menée dans le passé par le peuple flamand (Anvers, juillet 1937). En France, référence est faite à la révolution de 1789; en Flandre, c’est bien évidemment la bataille des Eperons d’or de 1302 qui est évoquée. Ces références à la lutte pour l’émancipation flamande au cours du moyen âge sont aussi présentes de manière explicite dans la propagande idéologique qui fait l’éloge des volontaires flamands dans la guerre civile espagnole. Encadrés par les communistes, environ 360 Flamands combattront dans les Brigades internationales.

En octobre 1937, un *Vlaamsche Blok voor Zelfbestuur en Democratie* voit le jour à Anvers mais il ne s’agit somme toute que d’un succédané du front populaire flamand auquel les communistes avaient songé. Outre les communistes, le *Federalistisch Volksfront*, le *Radicale Partij* et le *Collectivistische Orde* signent le Mémorandum du *Vlaamsche Blok*. Jef Van Extergem et Leo Augusteyns en sont les promoteurs. Parlementaire libéral avant la Première Guerre mondiale, Augusteyns s’est engagé dans l’activisme avant de devenir membre du *Frontpartij*. Durant les années 1930, il restera un adversaire acharné du VNV. Il intervient également, début 1938, afin de rallier au *Vlaamsche Blok* le *Vlaamsch Front*, soit ce qui subsiste du *Frontpartij* à Anvers après la création du VNV. Le *Vlaamsch Front* refuse, demeurant fidèle à sa ‘neutralité’ traditionnelle. Le *Vlaamsche Blok* présente des candidats lors des élections communales de 1938 à Anvers mais n’obtient qu’un maigre succès.

En février 1937, paraît le premier numéro du nouvel hebdomadaire des communistes flamands qui doit succéder au *Roode Vaan*. Son titre, *Het Vlaamsche Volk*, est particulièrement révélateur. Un an plus tard, le Secours rouge international, la plus importante organisation de lutte des communistes, est également organisé sur base

---

1 “Wij zijn geen volksvreemden, alles wat ons volk is, leeft in ons”.



- La politique du Front populaire permit dans les années 1936-1938 aux communistes de se rapprocher à nouveau de la sensibilité nationale-flamande. Leur premier *Landdag* (Anvers, 1937) fut pour eux l'occasion de se mobiliser sous les bannières entrecroisées du lion flamand, de la faucille et du marteau. (Affiche CARCOB, Bruxelles)

fédérale. Le SRI s'intitule désormais le Secours populaire belge avec, du côté flamand, un *Vlaamse Volkshulp* dont il n'existe pas d'équivalent du côté wallon.

Le 8 janvier 1938, une conférence réunissant toutes les organisations wallonnes du parti se tient néanmoins à Liège. Alors qu'en 1931 il n'existait pas de question wallonne aux yeux des communistes, il est désormais fait état de ce que les "intérêts nationaux du peuple wallon" suscitent un intérêt de plus en plus large. Une Belgique fédérale doit voir le jour en union fraternelle avec le "peuple flamand". Dans ce contexte, la Wallonie doit elle aussi se voir attribuer la plus large autonomie possible. La conférence met sur pied une Commission wallonne dans le but d'établir les revendications nationales wallonnes et de prendre contact avec le mouvement wallon. En juillet 1938, des communistes wallons participent au pèlerinage wallon de Waterloo et, en décembre 1938, la Commission wallonne est représentée au congrès du groupement Concentration wallonne. Les communistes y plaident en faveur d'une politique de défense collective contre la menace de l'Allemagne nazie. Mais les communistes wallons ne se dotent pas d'une structure équivalente au *VKP* flamand.

Pourtant, selon Bereï, le développement du mouvement wallon constitue en 1938 le phénomène le plus important de la 'question nationale' belge : ce mouvement qui "a pris un caractère de masse... s'oppose à la politique pro-fasciste du grand capital. Il existe cependant en son sein une dérive dangereuse, anti-flamande et rattachante (*sic*), combattue par les camarades, dont certains subissent malgré tout l'influence chauvine". Le soutien des communistes au mouvement wallon doit donc être envisagé dans l'optique de la lutte contre la politique de neutralité et se rattache à une évolution similaire qui se développe au sein du POB. Henri Glineur, le rapporteur de la première conférence des communistes wallons (tenue, et ce n'est pas fortuit, le même jour que le congrès socialiste), souligne en effet à cette occasion que les libertés wallonnes sont en danger du fait de la politique de neutralité dirigée contre la France du Front populaire. La Wallonie n'obtiendra la paix que par la sécurité collective. Il épingle ensuite le déclin économique de la Wallonie, victime du capitalisme belge. Selon les communistes wallons, une scission de la Belgique n'est toutefois pas souhaitable et ne peut que servir les desseins de l'Allemagne nazie. L'engagement wallon des socialistes est, quant à lui, perçu de manière positive.

C'est chez Staline, par ailleurs élu par acclamations président d'honneur de cette même conférence, que les communistes puisent leurs arguments pour combattre les forces centrifuges représentées tant par l'option thioise que française. Ni les Flamands ni les Wallons ne forment une "communauté stable, historiquement constituée" dans le sens de la définition de la nation donnée par Staline. C'est pour cette raison que du côté flamand aussi, les communistes renoncent à leur discours séparatiste radical d'avant 1935. Le virage à droite du mouvement flamand et la menace nazie ne sont évidemment

pas étrangers à cette évolution. Même Van Extergem, jadis flamingant radical et activiste, se métamorphose en flamingant modéré et conciliateur sur le plan fédéral.

Début 1938, le VKP se présente comme le “seul parti en Flandre” à s’opposer à la nomination d’Adriaan Martens, un ancien activiste, à l’Académie flamande de Médecine. Sa nomination provoque un virulent conflit communautaire qui entraîne la chute du gouvernement. Du côté flamand, le VNV mène une campagne énergique et quelques catholiques et socialistes de premier plan signent ce qu’on a coutume d’appeler le *Manifest van Antwerpen*. Les communistes condamnent l’intervention des catholiques et des socialistes car selon eux elle sert les intérêts du VNV et divise le pays. De la même manière, le VKP s’était déjà opposé, fin 1937, à l’éventualité d’une amnistie en faveur des activistes August Borms, Raf Verhulst et Antoon Jacob.

Lors du congrès du PCB d’août 1939, le dernier avant l’éclatement de la Seconde Guerre mondiale, la crainte de voir le mouvement flamand abusé par l’Allemagne est au centre des préoccupations liées à la question nationale : “C’est la Flandre qui devrait jouer en Belgique le rôle des Sudètes”. L’unité de l’Etat belge, avec ses deux nations, la Flandre et la Wallonie, est à nouveau soulignée; contrairement à la situation qui prévalait en 1937, le terme de fédéralisme disparaît des textes.

#### ***IV. Les années quarante***

La conclusion du pacte de non-agression entre l’Allemagne et l’Union soviétique provoque une réorientation radicale. Le vieux discours sur la guerre impérialiste est ressorti des placards et les plaidoyers pour la défense du pays contre l’Allemagne nazie y sont rangés. Le discours est à nouveau ‘communautarisé’. Une fois l’occupation du pays devenue réalité, le parti veut pleinement occuper l’espace de manoeuvre légal pour exploiter l’attitude distincte de l’occupant à l’égard des Wallons et des Flamands.

Ainsi paraît à Anvers, sous la censure allemande, entre août 1940 et janvier 1941, le quotidien *Ulenspiegel*. Le PCB espère de cette manière pouvoir mener une politique de présence et s’opposer à tous et à tout : aux Anglais et aux Français, à la guerre, au gouvernement, à la Belgique. Malgré le ton radicalement pro-flamand de *Ulenspiegel*, l’occupant laisse faire dans l’espoir d’avoir une certaine prise sur les milieux ouvriers. Avec l’appui inconditionnel de la direction du parti, le journal est rédigé par un groupe de communistes et de sympathisants qui, dans les années vingt, éprouvaient de la sympathie pour le nationalisme flamand et le pacifisme. Dirigé par Jef Van Extergem, *Ulenspiegel* défend le message politique auquel ils se sont toujours ralliés. Lorsque début 1941, l’occupant met un terme à sa politique de tolérance, l’expérience est arrêtée. Le manifeste qui, quelques mois plus tard, inaugure le grand revirement politique de la guerre est titré “Aux peuples de Flandre et de Wallonie”. La politique anti-impérialiste

(dirigée tant contre l'Allemagne que contre la France et la Grande-Bretagne) est remplacée, dans le chef des communistes et de l'Internationale, par une politique d'unité contre l'occupant. Les seuls interlocuteurs potentiels sont alors les milieux anglophiles, francophiles et wallons de Liège. Les forces politiques traditionnelles, conservant à l'esprit le récent pacte de non-agression, ne se montrent en effet pas disposées à travailler avec les communistes.

Les contacts des communistes liégeois dans les milieux de la Concentration wallonne débouchent sur un dialogue avec les militants wallons. Ceci explique pourquoi cette nouvelle orientation politique prend d'abord forme dans le cadre du *Front wallon pour la Libération du pays*. L'approche wallonne permet à Théo Dejace, syndicaliste et enseignant liégeois, d'établir des liens et de réunir autour de lui des personnes issues de différents horizons. Ailleurs en Wallonie, la sensibilité wallonne est incontestablement moins forte mais elle constitue néanmoins un élément d'identification qui sert de stimulant à la politique d'alliance des communistes.

La création d'un pendant 'autonomiste' au Front wallon en Flandre est particulièrement délicate étant donné l'identification du nationalisme flamand à la collaboration. Le journal clandestin des premiers groupes de l'*Onafhankelijkheidsfront (OF)*, à Gand et à Anvers, est intitulé - et ce n'est pas fortuit - *België Vrij*. C'est avec des personnalités en marge du POB ou des libéraux anticléricaux que le VKP établit ses premiers contacts dans le cadre de l'*OF*. L'attitude réservée de ces courants politiques vis-à-vis de la question flamande et leur identification avec la Belgique s'inscrivent dans le droit fil de leur engagement d'avant-guerre.

En février 1942, quelques cadres du VKP lancent, en dehors des structures de l'*OF*, *De Klauwaart. Strijdblad der Antwerpse Vlaamsche Nationalisten* dans l'espoir d'attirer à eux un hypothétique courant flamand démocratique. Leur appel ne rencontre aucun écho. Les autres publications du VKP datant de cette période témoignent d'un accent propre, spécifiquement flamand. L'influence du communisme demeure néanmoins faible en Flandre. Les contacts avec des intellectuels et des libéraux au sein de l'*OF* ne renforcent en effet certainement pas l'influence du parti dans les milieux populaires.

Fin 1942, le Front de l'Indépendance (FI) est devenu une réalité dans l'ensemble du pays. Dans le même temps, une évolution se dessine à la tête du PC. Lentement mais sûrement, les activités du parti sont totalement orientées vers les préparatifs de la Libération. Dans cette optique, toute entrave réelle ou potentielle à l'unité nationale doit être écartée. Pour la première fois depuis 1936, le parti rencontre un succès politique, tout en étant en accord avec la position de l'Internationale et de l'Union soviétique.

Quelques accents patriotiques sont entonnés, la Belgique étant la seule patrie considérée. Bientôt, le PC attire doucement mais fermement le Front wallon dans le giron du FI pour ensuite l'y fondre totalement. *La Meuse*, l'organe du Front wallon adhérent au FI, s'intitulera successivement *Front wallon, section pour Liège du FI* et, en 1943, *Organe de la Fédération liégeoise du FI*. Au cours de cette même période, le journal publie divers articles dénonçant les excès des 'nationalistes wallons'. *Strijd, Vlaamsch orgaan der KP* modifie lui aussi son titre en *Orgaan der KP, Federatie Brussel*. Au cours de cette même année 1943, une vague d'arrestations anéantit pratiquement la direction du PC. Il en résulte une centralisation accrue alors qu'un manque criant de cadres flamands contribue à faire du *Roode Vaan* une simple traduction du *Drapeau rouge*.

Durant l'entre-deux-guerres, la question nationale était essentiellement perçue par les communistes comme une question flamande. Dans le contexte de la résistance, elle revêt une dimension wallonne. A la mi-1943, des sympathisants du PC, mécontents des orientations 'chauvinistes' de Wallonie libre, créent au sein du mouvement la tendance 'Wallonie indépendante'. La direction du PC accorde son appui au nouveau groupe et l'intègre au FI, espérant que cette attitude aurait un 'effet sédatif' sur Wallonie libre. Ce conflit donne lieu au plus important débat relatif à la question nationale. Edgar Lalmand (le futur secrétaire général du parti) en tire les conclusions quant à l'orientation de son parti au cours des premiers mois de la Libération.

Il rejette tout fondement historique de la Wallonie, se ralliant ainsi à Pirenne. Selon Lalmand, la guerre a confirmé les thèses du Congrès de 1939, "augmentant la cohésion entre patriotes flamands et wallons". Il confirme l'attachement à l'Etat belge. Le PCB demeure partisan de l'égalité des peuples, s'oppose à toute discrimination nationale et soutient en particulier les "droits des Wallons dans l'Etat belge"; "le parti doit souligner l'union des Wallons, des Flamands et des Bruxellois qui a pu être réalisée contre l'oppression hitlérienne et qui devra être maintenue dans le proche avenir pour assurer la libération du pays et pour repousser toute atteinte à son indépendance intégrale". Cette dernière considération fait allusion, dès juillet 1944, à une 'menace' anglaise sur l'autonomie de la Belgique.

A nouveau pour des raisons de stratégie internationale, le Parti repousse le fédéralisme à plus tard. L'attachement à l'unité de la Belgique s'inscrit dans les aspirations unitaires intégrées dans la stratégie du front patriotique. La motivation sous-jacente fait explicitement partie d'une stratégie internationale : soutien aux efforts de guerre de l'Union soviétique et attitude réservée à l'égard des alliés britanniques. Les dirigeants communistes sont plutôt pessimistes quant aux relations internationales futures. La guerre modifie cependant les rapports de force. Le parti n'est plus interpellé par la question flamande. Les discussions menées après la Libération révèlent la faiblesse persistante du communisme en Flandre et le très bas niveau des militants qui doivent

faire face au bastion conservateur que le PSC y bâtit, bastion encore renforcé par la Question royale. Dans ce contexte, il n'est pas question de voir se développer au sein du parti communiste en Flandre, un élan de type 'national'. La perspective tracée est nettement de type ouvrieriste et syndical.

Tout autre est la situation en Wallonie. Une dynamique wallonne est née dans des milieux qui ont largement participé à la résistance, et précisément ces milieux se reconnaissent comme étant de gauche. Les communistes ne peuvent y demeurer insensibles d'autant que nombre de leurs sympathisants sont actifs au sein du mouvement wallon et interpellent le parti à ce sujet.

Sans nourrir trop d'illusions quant à la force réelle de *Wallonie indépendante*, le PCB tente de maintenir le mouvement en vie. En juin 1945, principalement pour répondre au défi du Congrès national wallon alors en vue, il crée une Commission wallonne destinée à préparer la deuxième Conférence des communistes wallons. Cette dernière se tient une semaine avant le congrès wallon. Les trusts sont épinglés comme étant l'ennemi principal de la Wallonie. Le chauvinisme doit être combattu en coopération étroite avec les forces démocratiques flamandes. Lors du Congrès wallon des 20 et 21 octobre 1945, la délégation communiste défend avec force conviction l'unité de la Belgique. Quelques adaptations institutionnelles sont envisagées mais le mot 'fédéralisme' ne figure pas au programme.

Sous la pression de la base, les communistes wallons et ensuite l'ensemble du parti, sont contraints de réfléchir à cette orientation. Au cours du deuxième Congrès national wallon qui a lieu en 1946, le PCB est ainsi amené à défendre le fédéralisme à trois au lieu du fédéralisme à deux proposé. Quelques mesures concrètes sont cependant rejetées par les communistes qui les considèrent par trop injustes envers la Flandre.

En 1946, le premier congrès d'après-guerre du PCB adopte le même programme à propos de la question nationale. Mais l'autonomie de la Flandre, de la Wallonie et de Bruxelles doit être mise en oeuvre pour "renforcer la Belgique". La question nationale n'est d'ailleurs abordée qu'en marge du congrès : le secrétaire général Lalmand n'en souffle mot dans son discours tandis que le rapport d'activité l'évoque sous le titre "La question wallonne", un intitulé hautement significatif.

Pour le PCB, cette question n'apparaît donc que de manière accessoire; la priorité demeure la lutte contre les trusts, contre les forces politiques conservatrices et contre les dangers d'une Europe dominée par la Grande-Bretagne. La Guerre froide obstrue toutes les perspectives. Déjà se profile la nouvelle "lutte pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme américain". A contretemps, mais pour les mêmes impératifs, les accents 'particuliers' sont à nouveau gommés au service d'un drapeau national cette fois brandi en vain.

## ***V. Conclusion***

Sous l'impulsion de Moscou, les communistes ont été des 'séparatistes' radicaux entre 1928 et 1934. Après 1935, toujours inspirés par le *Comintern*, ils évoluent vers le fédéralisme. Dans sa structure et son discours, le PCB se rallie pour la première fois de son existence à la réalité nationale belge. On se montre désormais attentif non seulement aux Flamands mais aussi aux Wallons. A la fin des années 30 et dans le cadre de la lutte unitaire contre l'Allemagne nazie, le Parti se profile de plus en plus comme un élément conciliateur dans la question des nationalités. Il accorde alors une certaine importance au maintien de l'Etat belge.

La vision pragmatique et tactique du *Comintern* en matière de question nationale n'émergera jamais aussi nettement que durant la guerre et l'année qui la précède immédiatement. En fonction d'une stratégie internationale conçue à Moscou, les cartes autonomiste et nationale sont tour à tour utilisées.

Après la conclusion du pacte germano-soviétique dans le courant de l'été 1939, certains communistes ont à nouveau l'occasion d'opter pour une voie flamande radicale et le parti apparaît résolument anti-belge. Il est mis fin à cette situation au printemps 1941. Toute forme de division, y compris nationale, doit s'effacer devant la lutte unitaire contre l'occupant nazi. Cependant, la question nationale est devenue une question wallonne, notamment parce que le succès politique initial du FI n'est une réalité que parmi les wallingants. A partir de 1943, la direction clandestine du PC franchit une étape supplémentaire : la question nationale est mise au frigo et la résistance communiste se drape du drapeau tricolore belge. A la Libération, la question wallonne émerge à nouveau; les communistes s'en tiennent à leur ligne belgiciste, cette fois dans la perspective d'une menace - britannique d'abord, américaine ensuite - pesant sur l'unité nationale.

Une question fondamentale par rapport à ce discours sur la question nationale pensé et conçu à Moscou s'impose. Quelle en est la signification véritable pour le militant communiste ? Avait-il une identité belge, une identité flamande ou une identité wallonne ?

Les membres du PCB ont pour idéal une identité communiste transcendant la nation. Ce n'est pas pour rien que figurait au début des statuts du PCB la mention "Section belge de l'Internationale communiste". Les communistes sont convaincus que la suppression de l'exploitation capitaliste supprimerait toute inégalité sociale et culturelle. Cette foi est à la base de leur identification. Il apparaît néanmoins que subsistent, à propos de la question nationale, certaines sensibilités 'pré-communistes'. Elles reviennent à la surface chaque fois qu'un revirement de l'Internationale oblige le parti à adapter sa ligne et permet à des militants d'exprimer individuellement ces accents spécifiques.



- Sous l'occupation, la 'question nationale' devint, pour les communistes, une 'question wallonne'. A Liège, ils trouvèrent dans la clandestinité des alliés au sein de la mouvance wallingante, comme en témoigne ce numéro de *La Meuse* de 1941. Mais vers la fin de la guerre, le PCB, pour des raisons stratégiques, va se draper dans les couleurs belges et *La Meuse* deviendra, comme on peut le voir, l'organe du FI liégeois.  
(Photos SOMA-CEGES)

Certains communistes, principalement à Anvers, se sentent concernés en leur for intérieur par la question flamande. A l'instar du Bruxellois francophone Jacquemotte, de nombreux membres du parti (et pas seulement des Wallons et des Bruxellois) héritent par contre, de la famille socialiste dont ils sont issus, d'un lien sentimental avec la Belgique unitaire. Le *VKP* est flamand mais le *PCB* demeure dans son essence un parti francophone. Depuis sa fondation en 1921, la prépondérance francophone est, quant au nombre de membres, étonnamment grande : en 1939, le parti compte environ 10000 membres mais seuls 1700 résident en Flandre. Non seulement les contacts externes (avec l'étranger) du *PCB* se déroulent en français mais les débats internes sont également, sauf exception, menés dans cette langue. Ceci explique peut-être pourquoi il n'existe pas de dimension wallonne comparable parmi les militants communistes.

Concluons. Le communisme international, dans sa forme stalinienne, a forgé l'identité profonde de ses adhérents. Or en Belgique, le facteur national paraît bien avoir constitué dans une certaine mesure un élément de disparité. C'est sans doute en matière de 'sensibilité nationale' que les communistes ont été le plus explicitement le produit de leur époque, de leur pays, de leurs cultures.

---

\* JOSÉ GOTOVITCH (°1940) est directeur du CEGES et professeur à l'ULB. Il est notamment l'auteur de *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, 1971 (avec J. Gérard-Libois) et *Du Rouge au Tricolore, les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, 1992.

RUDI VAN DOORSLAER (°1951) est attaché au CEGES où il dirige le secteur Documentation. Ses publications portent sur le communisme, l'histoire des Juifs, l'immigration et la Seconde Guerre mondiale, en particulier la Résistance.

## Sources et bibliographie

ARCHIVES *PCB*, *Fonds Congrès*, *Microfilms archives Comintern*, *Fonds Terfve*. •— AMSAB, *Archives Jaak Withages* (copies des archives du Comintern). •— RTSCHIDNI (Centre russe pour la Conservation et l'Étude des Documents concernant l'Histoire moderne), Moscou, Fonds 495/74/66-67. •— Périodiques *Het Vlaamsche Volk*, *La Voix du Peuple*, *De Roode Vaan*. •— NADYA DE BEULE, *Het Belgisch Trotskisme. De geschiedenis van een groep oppositionele communisten, 1925-1940*, Gand, Masereelfonds, 1980. •— GEORGES DIMITROFF, *De eenheid van de arbeidersklasse in de strijd tegen het fascisme*, Bruxelles, CVL, 1936. •— 'Dossier Jef Van Extergem', in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 1976 (X) n° 1, p. 7-87. •— CHRISTIAN DUTOIT, *Jef Van Extergem en de Vlaamse Beweging*, Anvers, Soethoudt, 1983. •— *La fondation du Parti Communiste de Belgique. Documents présentés et commentés par Claude Renard*, Bruxelles, n° spécial des *Cahiers Marxistes*, 1971. •— HENRI GLINEUR, *Sauvons la Wallonie !*, Bruxelles, Editions Germinal, 1938. •— JOSÉ GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore. Parti Communiste et résistance*, Bruxelles, Labor, 1992. •— EDGAR LALMAND, *Bâtir une Belgique nouvelle. La lutte du parti communiste de Belgique contre la réaction, pour la paix, la démocratie et le progrès social*, Bruxelles, 1946. •— *VIIIe congrès du PCB. Rapport d'activité du Comité central du Parti communiste depuis le VIIe congrès tenu en août 1939*, Bruxelles, 1946. •— *Memorandum van het Vlaamsche Blok voor Zelfbestuur en Democratie*, Anvers, s.d. [1938]. •— BERNARD REIMERINGER, 'Un communisme régionaliste ? Le communisme alsacien', in CHRISTIAN GRAS & GEORGES LIVET (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1977, p. 361-392. •— LEO REYNTJENS, 'De eerste kommunistische groepen in België en hun fusie tot de kommunistische eenheidspartij', in *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, XII.1971 (VI). •— MIEKE SERTYN, 'Avondlandstemming bij

---

*Communistes et question nationale*

de jonge avant-garde in Vlaanderen na 1918 : de inspiratiebron voor purito-flaminganten en marginale wereldverbeteraars', in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1974 (V) n° 3-4, p. 547-580. •— *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923)*, Paris, François Maspero, 1975. •— GEORGES VAN DEN BOOM, 'Pour l'union des peuples flamand et wallon', in *La Voix du Peuple*, 15.VIII.1939. •— ID., *Voor een vrij volk in een vrij Vlaanderen*. Compte rendu du congrès de fondation du VKP à Gand, Anvers, De Nieuwe Tijd, [1937]. •— ID., *Vlaanderen marcheert! Onze eerste landdag*, Anvers, De Nieuwe Tijd, [1937]. •— RUDI VAN DOORSLAER, *De Kommunistische Partij van België en het Sovjet-Duits niet-aanvalspact (1939-1941)*, Bruxelles, Masereelfonds, 1975. •— HARRY VAN VELTHOVEN, 'Onenigheid in de Belgische Werkliedenpartij : de Vlaamse kwestie wordt een vrije kwestie (1894-1914)', in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1974 (V) n° 1-2, p. 123-165. •— *Vlamingen in strijd voor de vrijheid*, Madrid, Consejo Obrero-Aldus, 1937.